

#beCircular

Annual Meeting 2017

SYNTHÈSE – MORNING SESSIONS



Le Mardi 12 septembre 2017, près de 300 participants sont venus assister au Be Circular Annual Meeting 2017. 50 intervenants, Bruxellois et Européens, se sont succédés durant la journée pour partager leurs expériences de l'économie circulaire.

Le colloque a été l'occasion de faire avancer un peu plus les réflexions sur l'économie circulaire et de rassembler différents types d'acteurs qui contribuent au jour le jour à rendre notre économie plus circulaire. Les débats ont été riches et ont permis d'identifier des pistes pour aller de l'avant et de nouer des contacts pour des collaborations à venir.

Retrouvez ici la synthèse des présentations et des discussions du Be Circular Annual Meeting 2017.

BE CIRCULAR C'EST DU CONCRET

1) L'ENVIRONNEMENT BÂTI: SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Intervenants :

Isabelle SOBOTKA (Coordinatrice de la thématique Construction du Programme Régional Économie Circulaire, Bruxelles Environnement)

Lionel BILLIET et Maarten GIELEN (Collaborateurs, Rotor)

Benjamin CADRANEL (Administrateur général, Citydev.brussels)

Marie-Hélène BORIE (Directrice du Patrimoine et de l'Architecture, Ville de Paris, France)

Julien CHOPPIN (Architecte, fondateur associé du collectif d'architectes 'Encore Heureux', France)

Avec plus de 12.000 entreprises et plus de 20.000 travailleurs, le secteur de la construction est très important en Région de Bruxelles-Capitale. Le secteur consomme en outre environ 1/3 de toutes les ressources entrantes et il est responsable de 1/3 des flux de déchets (et consomme 70 % de l'énergie en RBC). Quelques 80% du stock de matériaux à Bruxelles sont utilisés dans les bâtiments, bâtiments qui consomment eux-mêmes des ressources, notamment pour le chauffage. Par conséquent, le secteur est très important dans le cadre de l'économie circulaire, il s'agit donc de bien utiliser ce qui est déjà surplace.

Au niveau international, la Région bruxelloise se trouve en tête de peloton en ce qui concerne la réutilisation des matériaux de construction. Les différentes administrations publiques à Bruxelles collaborent pour soutenir les initiatives en la matière. Ainsi, les pouvoirs publics prennent des mesures pour soutenir la transition des entreprises de construction vers une économie circulaire.

Les pouvoirs publics accompagnent notamment des entreprises de la construction dans leur transition vers une économie circulaire en :

- Travaillant sur les marchés publics
- Misant sur les formations afin que le secteur puisse acquérir les compétences nécessaires, via notamment les projets pilotes dans les écoles



- Misant sur l'innovation en ciblant les chantiers de construction novateurs (notamment via beCircular)
- Travaillant sur la formation d'entreprises pour qu'elles puissent soumissionner à des marchés publics.

En collaboration avec le secteur, les pouvoirs publics ont développé une vision afin que d'ici 2025, plus aucun déchet ne soit créé sur les chantiers de construction. Cela peut se faire notamment par la construction de bâtiments adaptables à différents besoins et donc par l'utilisation de matériaux permettant un démantèlement. A terme, cela doit apporter un avantage concurrentiel aux entreprises de construction bruxelloises, avec comme résultat la mise en place d'une solide économie locale et la création des nouveaux emplois.

3

Ces dernières années, plusieurs initiatives circulaires fructueuses ont vu le jour dans le secteur de la construction. Ainsi, l'organisation Rotor s'oriente vers la recherche et le design pour la réutilisation des matériaux de construction. Avec Rotor DC, ils veulent soutenir la réutilisation des matériaux de construction issus de projets de construction à grande échelle, par le biais d'une série de services. L'acteur public Citydev mise lui aussi sur l'économie circulaire, notamment en visant une utilisation optimale des bâtiments existants. Par ailleurs, le projet Tivoli concerne la construction d'un quartier urbain durable avec quelque 400 unités d'habitation. L'ancien bâtiment de Belgacom a été notamment conservé, une buanderie est approvisionnée en eau recyclée et équipée en panneaux solaires photovoltaïques, une serre en toiture est prévue pour générer une partie de l'alimentation des habitants. Sur place se trouve également Greenbiz, un incubateur pour entreprises actives dans l'EC. L'idéal est que les déchets des uns puissent devenir les ressources pour les autres !

A Paris, le département Patrimoine et Architecture gère pas moins de 3.600 bâtiments. Ils essaient d'intégrer l'économie circulaire de différentes manières :

- A travers la formation et la motivation des collaborateurs qui organisent de plus petites interventions dans les nombreux bâtiments afin qu'ils gardent à l'esprit les principes d'économie circulaire lorsqu'ils prennent des décisions.
- En misant sur des projets de plus grande envergure qui recourent à des matériaux réutilisés. Citons pour exemple le Pavillon Circulaire qui a été construit en 2015 à Paris en partant de matériaux récupérés sur d'autres chantiers de construction et qui abrite une exposition « matière grise ».
- Et aussi via la Plate-forme d'échange, réemploi de terres excavées, travail sur les normes

Dans sa tentative de miser sur l'économie circulaire dans les chantiers de construction, la France rencontre un obstacle du fait que les organismes de contrôle ne sont pas encore à l'aise avec la thématique.

Encore Heureux, bureau d'architectes parisien, a présenté certains de leurs projets intégrant les principes de l'économie circulaire, dont notamment la construction du pavillon circulaire, dans le cadre de la COP21.



2) COMMERCES

Intervenants :

Julie BAUDICHAU (Coordinatrice de la thématique Commerces du Programme Régionalen Économie Circulaire, Agence Régionale du Commerce, Atrium.)

Aurélien AMAZ (Fondateur du magasin Roots (lauréat #beCircular 2016))

Sophie VERCRUYSSSE (Fondatrice du magasin Happinest (lauréat OpenSoon 2016))

Clare OLLERENSHAW (Manager économie circulaire, London Waste and Recycling Board (LWRAB), UK)

4

Le commerce est le troisième secteur économique de Bruxelles. Le secteur comprend plus de 21.000 commerces à Bruxelles et est caractérisé par une très grande diversité. Le secteur contribue à l'identité de Bruxelles en créant aussi des contacts entre les différents habitants d'un quartier. Le secteur crée en outre des emplois non délocalisables mais il souffre d'une sérieuse concurrence (shopping center en périphérie et commerce on-line). Par le biais d'Atrium, la région mise sur les commerces, notamment via:

- Le Coaching de nouveaux commerces
- L'appel à projets OpenSoon, qui dégage du budget supplémentaire si le projet a un lien avec l'économie circulaire
- Le test de nouveaux concepts via le magasin pop-up L'Auberge Espagnole
- Le soutien à la visibilité des commerces

Plusieurs initiatives fructueuses ont déjà vu le jour en Région bruxelloise. Le magasin Roots vend des produits provenant directement de producteurs proches de Bruxelles. Les produits sont ensuite vendus en vrac ou en bouteilles consignées afin d'éviter les déchets d'emballages. Il étudie aussi les possibilités pour retourner les déchets organiques des clients aux producteurs en vue de leur compostage. Le magasin de vêtements Happinest vend des vêtements de marque et de qualité en seconde main et a pour but de devenir une coopérative à finalité sociale. Elle a reçu une aide et un accompagnement lors de son démarrage. D'une manière générale, le temps, l'espace et le démarchage sont les problèmes majeurs rencontrés lors du démarrage d'activités.

A Londres, le London Waste and Recycling Board essaie, dès le lancement des activités d'une PME, de miser sur le coaching en matière d'économie circulaire. La Circular Economy roadmap mise sur la construction, le textile, le plastique, l'alimentation et les composants électriques. Plusieurs projets ont déjà été lancés, dont:

- Un projet Foodsave pour éviter les déchets alimentaires
- Le projet Growup Urban farms associant l'élevage de poisson et la culture de légumes grâce à l'aquaculture
- Le développement d'une plate-forme de réutilisation numérique Globechain
- Premier sustain : un centre 3R



3) RESSOURCES ET DÉCHETS : L'ÉCONOMIE EN BOUCLE !

Intervenants :

Nicolas SCHERRIER (Coordinateur de la thématique Ressources-déchets du Programme Régional en Économie Circulaire Bruxelles Environnement)

Olivier BOSTEELS (Coordinateur Économie circulaire, Bruxelles-Propreté)

Nicolas LAMBILLON (Gestionnaire de project Recy-K, Bruxelles Propreté)

Emmanuel MOSSAY (Business Developer, Fédération bruxelloise des Entreprises de Travail Adapté)

Cédric SLEGRS (Directeur adjoint de la Fédération belge des collecteurs de déchets, Go4Circle)

Louise McGREGOR (Circular Economy Officer, ZeroWasteScotland, UK)

Jim McNULTY (Development Director, Restructa, UK)

La valorisation des déchets est un point central de l'économie circulaire. Elle permet notamment un accès à l'emploi pour un public local et précarisé. Les Ressources doivent être placées en haut de l'échelle de gestion et, dès la fabrication des biens (éco-conception), le futur des produits doit être pensé (réemploi, recyclage, valorisation).

Tous les secteurs économiques et les ménages créent des déchets. C'est donc une véritable gageure de développer une approche structurée pour intégrer les différents flux dans une économie circulaire. A Bruxelles, il y a une véritable volonté de la part des différents ministres de collaborer sur ce défi et il en résulte une politique coordonnée. Le PREC contient 24 mesures Ressources-Déchets qui touchent à tous les flux (textiles, DEEE, dalles de tapis, encombrants, ...) mais aussi à l'économie de la fonctionnalité, la formation, l'accès au gisement, ...

Pour aborder la problématique des déchets, il faut aussi un changement de comportement. La collecte sélective des déchets engendre aussi des défis au niveau de la logistique dans un contexte urbain. Le principal frein vient du coût élevé du traitement (logistique + main d'œuvre). Le PREC est une sorte de laboratoire d'initiatives mais il serait dommage d'en rester au stade de plan, il faut des contraintes législatives ensuite pour concrétiser le plan.

Plusieurs initiatives fructueuses ont déjà vu le jour en Région bruxelloise. Ainsi la FEBRAP, la Fédération bruxelloise des entreprises de travail adapté, mise sur la valorisation de déchets électroniques. Pour l'heure, de nombreux déchets électroniques sont broyés alors qu'ils contiennent souvent des composants qui pourraient être réutilisés. La préparation au réemploi et l'inclusion de travailleurs sociaux (handicapés dans ce cas) sont dans le projet d'identification et de tri des DEEE qui aura pour but de créer une « matériauthèque ». Un centre a en outre été créé, qui se focalise sur la réutilisation de matériaux: Recy-K.

En Ecosse, la politique en matière d'économie circulaire se construit sur la politique des déchets, et a été intégrée dans le plan ZeroWasteScotland. La stratégie écossaise d'économie circulaire mise notamment sur une stimulation de l'économie circulaire auprès des PME via les fédérations sectorielles. Un fonds d'investissement en économie circulaire a par ailleurs été créé. Le projet écossais Restructa mise sur le recyclage du verre CRT des écrans de visualisation.



PANEL - L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ICI, AILLEURS, ENSEMBLE

Intervenants :

Julien DUMONT (Conseiller Economie circulaire et déchets pour le Cabinet de la Ministre de l'environnement et de l'énergie de la Région Bruxelles Capitale)

Antoinette GUHL (Adjointe à la Maire de Paris chargée de l'Economie sociale et solidaire, de l'Innovation sociale et de l'Economie circulaire, France)

Louise McGREGOR (Circular Economy Officer, ZeroWasteScotland, UK)

Clare OLLERENSHAW (Manager économie circulaire, London Waste and Recycling Board (LWRB), UK)

Annerieke DOUMA (Director Business & Programme Development, Circle Economy, Pays-Bas)

L'objectif de la politique en matière d'économie circulaire doit être d'impliquer tous les citoyens. A Bruxelles, les mesures du Programme régional d'Economie circulaire (successeur de l'Alliance Emploi-Environnement) sont définies via des ateliers de co-création avec les différents stakeholders. A Paris également, pour définir la politique, des réunions collectives sont d'abord organisées avec les différents stakeholders pour déterminer des mesures d'action. La politique sociale est cruciale également. Le travail sur les lois est important (par exemple une loi EC qui permet de jouer sur la TVA). De plus, le débat d'experts doit également devenir un débat citoyen.

Pour que la politique porte ses fruits, les différentes instances publiques doivent collaborer, ce qu'elles n'ont pas toujours l'habitude de faire.

De son côté, le Royaume Uni mise sur une politique d'économie circulaire qui confie le rôle principal aux entreprises.

Un des défis consiste à donner une certaine visibilité à l'économie circulaire afin de pouvoir organiser un débat social sur le sujet. Il convient de démontrer via les projets fructueux existants que l'économie circulaire fonctionne en pratique.

